17 MARS 1953
2
bureau
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 21 février 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut disciplinaire des membres des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat", a donné le 2 mars 1953 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e Februari 1953 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het disciplinair statuut van de leden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat", heeft de 2e Maart 1953 het volgend advies gegeven:

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL RELATIF AU REGIME DISCIPLINAIRE DU PERSONNEL DES SERVICES EXTERIEURS DE LA SECTION SURETE DE L'ETAT DE L'ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66 , alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 12 mars 1949 portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les membres des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat qui manquent à leurs devoirs professionnels ou qui compromettent la dignité de leurs fonctions sont passibles de peines disciplinaires.

.../...

CHAPITRE 1er. - DES AGENTS DEFINITIFS.

Article 2.-

Les peines disciplinaires sont :

1° la réprimande;
2° le blâme;
3° la retenue de traitement pendant huit jours au plus;
4° le déplacement;
5° la suspension disciplinaire de huit jours au moins et de six mois au plus;
6° la rétrogradation;
7° la démission d'office;
8° la révocation.

Article 3.-

Les agents qui ont subi l'une des peines énumérées à l'article 2, 2° et 3°, sont, à dater de la première augmentation de traitement qui suit le prononcé de la peine disciplinaire, privés pendant un an de l'effet d'une augmentation égale au montant de l'augmentation biennale qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle dont ils étaient titulaires au moment où la peine leur a été infligée.

Les agents qui ont subi l'une des peines énumérées à l'article 2, 4°, 5° et 6°, sont, à dater de la première augmentation de traitement qui suit le prononcé de la peine disciplinaire, privés pendant deux ans de l'effet d'une augmentation égale au montant

de l'augmentation biennale qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle dont ils étaient titulaires au moment où la peine leur a été infligée.

Article 4.-

Des prestations supplémentaires peuvent être imposées en compensation soit d'une courte absence irrégulière, soit d'une arrivée tardive, soit d'un manque d'assiduité.

Ces prestations ne sont pas considérées comme peines disciplinaires et ne sont pas soumises aux règles établies par le présent arrêté.

Article 5.-

Aucune peine ne peut être prononcée par l'autorité compétente sans que l'intéressé ait été au préalable entendu ou interpellé.

Article 6.-

La réprimande, le blâme, la retenue de traitement et le déplacement sont infligés par le Ministre de la Justice sur le rapport de tout chef hiérarchique de l'intéressé.

La suspension est infligée par le Ministre de la Justice après avis motivé du conseil de discipline.

.../...

La rétrogradation, la démission d'office et la révocation sont infligées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, après avis motivé du Conseil de discipline.

Article 7.-

Il est institué auprès du Ministère de la Justice un conseil consultatif de discipline de la Sûreté de l'Etat, présidé par l'administrateur de la Sûreté publique.

Sont membres de ce conseil : l'administrateur de la Sûreté publique, le directeur d'administration dirigeant les services généraux ou, à son défaut, le directeur du personnel , l'administrateur adjoint à la Surêté de l'Etat, le commissaire en chef, le commissaire principal sous les ordres duquel se trouve le comparant, et deux membres des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat du grade de l'intéressé ou, à leur défaut, du grade immédiatement inférieur.

Ces deux derniers membres sont désignés pour chaque espèce disciplinaire par l'administrateur de la Sûreté publique.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le chef de division de la Sûreté de l'Etat; il n'a pas voix délibérative.

.../...

Article 8.-

Le conseil de discipline est saisi par le rapport de tout chef hiérarchique de l'intéressé.

L'intéressé comparaît devant ce conseil; il peut se faire assister soit d'un avocat, soit d'un autre défenseur qu'il choisit parmi le personnel en activité de service ou le personnel honoraire, des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Le dossier est mis pendant dix jours au moins, avant le jour de la séance, à la disposition de l'intéressé et de son défenseur.

Le président désigne le membre du conseil de discipline qui fera rapport en présence de l'intéressé et de son défenseur.

L'avis sur la culpabilité fait l'objet d'un scrutin. Chaque membre doit justifier son vote. Ces justifications sont résumées dans l'avis.

Si la majorité des membres présents a émis au sujet de la culpabilité un vote affirmatif, le conseil délibère sur la peine à infliger.

Article 9.-

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

.../...

Le président recueille les opinions individuellement; les membres du conseil opineront suivant l'ordre de leur grade et de leur âge, en commençant par le grade le moins élevé et, dans ce même grade, par le plus jeune.

Article 10.-

En ce qui concerne l'avis relatif à la peine, si différentes opinions sont exprimées, on ira une seconde fois aux voix.

Si, après ce second vote, plus de deux opinions subsistent, sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, les membres du conseil qui auront émis l'opinion la moins favorable au comparant seront tenus de se réunir à l'une des autres opinions.

Si, après cela, plus de deux opinions subsistent encore sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, la disposition prévue à l'alinéa précédent recevra à nouveau application jusqu'au moment où une opinion aura recueilli la majorité absolue.

Le rapport final contiendra la mention des diverses opinions émises par chacun des délibérants.

.../...

Article 11.-

Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Toutefois, dès que les poursuites judiciaires ou disciplinaires sont en cours contre un membre du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, l'intéressé peut être écarté provisoirement de ses fonctions par le Ministre de la Justice, sur le rapport de l'administrateur de la Sûreté publique.

Cette mesure provisoire cesse ses effets au bout de trois mois si le Ministre de la Justice n'en a décidé la prolongation. Elle n'emporte la privation de traitement que si elle le prévoit expressément.

CHAPITRE II. DES AGENTS TEMPORAIRES.

Article 12.-

Les mesures disciplinaires suivantes peuvent être prises à l'égard des agents temporaires des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat :

1° la réprimande;
2° le blâme;
3° la retenue de traitement pendant huit jours au plus;
4° le déplacement;
5° la suspension disciplinaire de huit jours au moins et de trois mois au plus;
6° la révocation.

.../...

Ces peines sont infligées par les mêmes autorités suivant la même procédure et ont les mêmes effets pécuniaires que celles prévues pour les agents définitifs.

Les articles 4 et 11 sont également applicables aux agents temporaires.

Article 13.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 14.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TUCHTREGELING VOOR HET PERSONEEL DER BUITENDIENSTEN VAN DE AFDELING VEILIGHEID VAN DE STAAT VAN HET BESTUUR VAN DE OPENBARE VEILIGHEID.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van de Regent van 12 Maart 1949 houdende het statuut van het personeel van de afdeling Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De leden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat die aan hun beroepsplichten te kort komen of die de waardigheid van het ambt in opspraak brengen, kunnen met tuchtstraffen gestraft worden.

.../...

HOOFDSTUK I. - VAST PERSONEEL.

Artikel 2.-

Die tuchtstraffen zijn :

1° berisping ;
2° blaam ;
3° inhouding van wedde gedurende ten hoogste acht dagen ;
4° overplaatsing ;
5° disciplinaire schorsing van ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden ;
6° terugzetting in graad ;
7° ontslag van ambtswege ;
8° afzetting.

Artikel 3.-

De personeelsleden die een van de in artikel 2, 2° en 3°, opgesomde straffen hebben ondergaan, blijven, te rekenen van de eerste weddeverhoging die op de uitspraak van de tuchtstraf volgt, één jaar verstoken van de uitwerking van een verhoging gelijk aan het bedrag der tweejaarlijkse verhoging die aanleiding geeft tot de bevordering tot een hogere wedde in de schaal waarop zij gerechtigd waren toen de straf hun werd opgelegd.

De personeelsleden die een van de in artikel 2, 4°, 5° en 6°, opgesomde straffen hebben ondergaan, blijven, te rekenen van de eerste weddeverhoging die op de uitspraak van de tuchtstraf volgt, twee jaar verstoken van de uitwerking van een verhoging gelijk aan het bedrag der

.../...

tweejaarlijkse verhoging die aanleiding geeft tot de bevordering tot een hogere wedde in de schaal waarop zij gerechtigd waren toen de straf hun werd opgelegd.

Artikel 4.-

Bijkomende prestaties kunnen worden opgelegd om een onregelmatige afwezigheid van korte duur, te laat komen of gebrek aan dienstijver goed te maken.

Zodanige prestaties worden niet als tuchtstraffen aangezien en vallen buiten de toepassing van de bij dit besluit gestelde regelen.

Artikel 5.-

Geen straf kan door de bevoegde overheid worden uitgesproken, dan nadat de betrokkene vooraf is gehoord of ondervraagd.

Artikel 6.-

Berisping, blaam, inhouding van wedde en overplaatsing worden door de Minister van Justitie uitgesproken op verslag van gelijk welke hiërarchische meerdere van de betrokkene.

Schorsing wordt door de Minister van Justitie uitgesproken, op gemotiveerd advies van de tuchtraad.

.../...

Terugzetting in graad, ontslag van ambtswege en afzetting worden door de benoemende overheid uitgesproken, op gemotiveerd advies van de tuchtraad.

Artikel 7.-

Bij het Ministerie van Justitie wordt een consultatieve tuchtraad van de Veiligheid van de Staat ingesteld, waarvan de administrateur van de Openbare Veiligheid voorzitter is.

Leden van deze raad zijn : de administrateur van de Openbare Veiligheid, de directeur van bestuur, hoofd van de algemene diensten of, bij dezes ontstentenis, de directeur van het personeel, de adjunct-administrateur van de Veiligheid van de Staat, de hoofdcommissaris, de eerstaanwezend commissaris onder wiens gezag de verschijnende persoon staat, en twee leden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, met dezelfde graad als de betrokkene of, bij ontstentenis dezer, met de onmiddellijk lagere graad.

Deze laatste twee leden worden, voor elke tuchtzaak, door de administrateur van de Openbare Veiligheid aangewezen.

Het ambt van secretaris wordt door het afdelingshoofd van de Veiligheid van de Staat waargenomen ; hij is niet stemgerechtigd.

.../...

Artikel 8.-

Een zaak wordt bij de tuchtraad aanhangig gemaakt door het verslag van gelijk welke hiërarchische meerdere van de betrokkene.

De betrokkene verschijnt voor deze raad; hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een andere verdediger, die hij kiest uit het personeel in actieve dienst of uit het erepersoneel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Het dossier wordt gedurende ten minste tien dagen vóór de dag der zitting ter beschikking gesteld van de betrokkene en zijn verdediger.

De voorzitter doet de aanwijzing van het lid van de tuchtraad dat in tegenwoordigheid van de betrokkene en van zijn verdediger verslag zal uitbrengen.

Over het advies nopens de schuld wordt gestemd. Elk lid moet zijn stemming verantwoorden. Die verantwoordingen worden in het advies samengevat.

Indien de meerderheid der aanwezige leden over de schuld bevestigend heeft gestemd, beraadslaagt de raad over de op te leggen straf.

Artikel 9.-

De beslissingen worden bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen.

.../...

De voorzitter vraagt ieders mening afzonderlijk; de leden van de raad geven hun mening te kennen in de volgorde van hun graad en leeftijd, te beginnen met de laagste graad en, in dezelfde graad, met de jongste.

Artikel 10.-

Verschillen de meningen aangaande het advies over de straf, dan wordt opnieuw gestemd.

Blijven na deze tweede stemming meer dan twee meningen heersen, zonder dat een er van de volstrekte meerderheid heeft verkregen, dan zijn de leden van de raad, die zich het minst gunstig ten aanzien van de verschijnende persoon hebben uitgesproken, gehouden zich met een der andere meningen te verenigen.

Blijven nadien nog meer dan twee meningen heersen, zonder dat een er van de volstrekte meerderheid heeft verkregen, dan wordt het bepaalde in het voorgaande lid opnieuw toegepast, totdat een mening de volstrekte meerderheid heeft bekomen.

Het eindverslag vermeldt de verschillende meningen van ieder der beraadslagende leden.

Artikel 11.-

Strafvordering schorst de procedure en de uitspraak van de tuchtstraf.

.../...

Zodra evenwel tegen een lid van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat rechts- of tuchtvervolgingen zijn ingesteld, kan de Minister van Justitie, op verslag van de administrateur van de Openbare Veiligheid, de betrokkene voorlopig uit zijn ambt weren.

Deze voorlopige maatregel heeft na drie maanden geen uitwerking meer, tenzij de Minister van Justitie beslist hem te verlengen. Die maatregel brengt geen verbeurte van wedde met zich, tenzij zulks daarin uitdrukkelijk is bepaald.

HOOFDSTUK II.- TIJDELIJK PERSONEEL.

Artikel 12.-

Tegen het tijdelijk personeel der buitendiensten van de Veiligheid van de Staat kunnen de volgende tuchtmaatregelen worden genomen :

1° berisping;

2° blaam;

3° inhouding van wedde gedurende ten hoogste acht dagen;

4° overplaatsing;

5° disciplinaire schorsing van ten minste acht dagen en ten hoogste drie maanden;

6° afzetting.

.../...

Deze straffen worden door dezelfde overheden volgens dezelfde procedure uitgesproken en hebben dezelfde geldelijke gevolgen als voor het vast personeel.

De artikelen 4 en 11 zijn eveneens op het tijdelijk personeel toepasselijk.

Artikel 13.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 14.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	J. VAUTHIER, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.